

Université Libre de Bruxelles
Faculté de Droit et de Criminologie

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Vu l'article 13, al. 3, des Statuts de l'Université,

Le Conseil facultaire arrête ce qui suit :

Article 1^{er} :

Le présent règlement complète les dispositions décrétales, statutaires et réglementaires applicables au sein de l'Université.

Au sens du présent règlement, tous les termes masculins désignant des titres grades, fonctions ou qualités visent aussi bien les hommes que les femmes. Leur application au cas d'espèce entraîne leur féminisation s'il y a lieu.

Du Conseil facultaire

Article 2 :

Le Conseil facultaire est l'organe souverain de la Faculté, dans les limites de l'autonomie reconnue à celle-ci par les statuts de l'Université, et sous la réserve des compétences exclusives attribuées à d'autres organes de la Faculté par lesdits statuts.

Article 3 :

Le Conseil facultaire se compose :

- 1) de tous les membres du corps académique de la Faculté;
- 2) de treize représentants du corps scientifique élus pour une durée de deux ans, dont un représentant spécifiquement réservé à la représentation du corps scientifique de la section de la Faculté de droit à Mons;
- 3) du ou des membres du corps scientifique de la Faculté élu(s) au conseil d'administration de l'Université;
- 4) de quinze représentants des étudiants élus pour une durée d'un an, soit deux représentants par année d'études de la première année de bachelier à la deuxième année de master en droit de l'ULB à Bruxelles, un représentant par année d'études de la première à la troisième année de bachelier en droit de l'ULB à Mons et un représentant par année d'études du Master en Sciences criminologiques;
- 5) du ou des étudiants de la Faculté élu(s) au conseil d'administration de l'Université;
- 6) d'un représentant du personnel administratif.

Les délégués des catégories 2 à 4 peuvent avoir un suppléant élu conjointement avec eux.

Le Secrétaire académique de la Faculté et le Secrétaire académique adjoint assistent aux séances du Conseil. Lorsqu'il n'est pas membre du Conseil, le Secrétaire académique adjoint y assiste en cette qualité, sans prendre part aux votes, mais sans préjudice des interventions relevant de sa fonction à l'invitation du Doyen.

Un délégué de l'Association des anciens étudiants de la Faculté assiste également aux séances en qualité d'observateur.

Lorsqu'un point est mis aux voix en Conseil facultaire et que le nombre de membres à voix délibérative qui ne siègent pas en qualité de délégué étudiant excède quatre cinquièmes des membres à voix délibérative présents, les voix des premiers sont réduites à cette fraction.

Cet article doit être lu en parallèle avec l'art. 16, dernier alinéa, des Statuts de l'Université, ainsi qu'avec l'article 10 du décret de la Communauté française du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire.

De la Commission spéciale

Article 4 :

La Commission spéciale est seule compétente en matière de nomination, renouvellement et promotion de membres du corps académique de la Faculté. Sa compétence s'étend également aux changements d'attribution et au retrait d'enseignements visant les membres du même corps.

Cet article doit être lu en parallèle avec l'article 53.5 du texte coordonné des dispositions relatives à la carrière du corps scientifique et du corps académique.

Article 5 :

La Commission spéciale est composée de tous les membres du corps académique de la Faculté, des délégués au Conseil d'administration - effectifs ou, à défaut, suppléants - des membres du corps scientifique qui ne font pas partie du corps académique et des délégués au Conseil d'administration - effectifs ou, à défaut, suppléants - des étudiants qui appartiennent à la Faculté. Ils ont voix délibérative.

Lorsque les étudiants ou les membres du corps scientifique qui ne font pas partie du corps académique de la Faculté n'ont pas de représentants au Conseil d'administration, ces corps sont représentés au sein de la Commission spéciale par leurs représentants au Bureau de la Faculté. Ils ont également voix délibérative.

La Commission spéciale peut s'adjoindre en outre des membres du Conseil facultaire avec voix consultative.

Du Jury facultaire

Article 6 :

Le Jury facultaire arrête les dispositions complémentaires au règlement des examens et des jurys unique.

Il arrête le règlement du doctorat.

Cet article doit être lu en parallèle avec l'article 2 du règlement des examens et des jurys unique.

Article 7 :

Le Jury facultaire est composé de tous les membres du corps académique de la Faculté.

Dispositions communes au Conseil facultaire, à la Commission spéciale et au Jury facultaire

Article 8 :

Le calendrier des réunions du Conseil facultaire, de la Commission spéciale et du Jury facultaire est arrêté par chacun de ces organes à la fin de l'année académique, pour l'année à venir, sous réserve de toutes modifications ultérieures, décidées par lui-même ou par le Doyen.

Les convocations, auxquelles l'ordre du jour est joint, sont faites par le Doyen et envoyées aux membres au moins 3 jours avant la date fixée pour la séance.

L'ordre du jour est fixé par le Doyen, d'initiative ou sur la proposition d'un membre de l'organe concerné; il peut y apporter tous compléments ou modifications jusqu'en cours de séance.

Article 9 :

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de parité, la proposition mise aux voix est rejetée.

Le vote a lieu à bulletins secrets s'il s'agit d'une question de personnes ou si un membre ayant voix délibérative le demande.

Du Bureau de la Faculté

Article 10 :

Le Bureau prépare les séances du Conseil facultaire.

Il statue :

- 1) sur les différends d'ordre académique sans préjudice de tout recours possible auprès d'un autre organe de la Faculté ou de l'Université;
- 2) sur les demandes individuelles des étudiants qui ne relèvent pas de la compétence d'un autre organe de la Faculté;
- 3) sur toutes questions relevant de la compétence du Conseil facultaire et appelant une solution urgente.

Cet article doit être lu en parallèle avec l'article 23 des Statuts de l'Université.

Article 11 :

Le Bureau de la Faculté est composé conformément à l'article 22 des statuts de l'Université.

Le Secrétaire académique adjoint y assiste également, en cette qualité, sans prendre part aux votes, lorsqu'il n'est pas membre du Bureau.

Article 12 :

Le Bureau est convoqué par le Doyen autant de fois qu'il est nécessaire.

Du Doyen et du Vice-Doyen de la Faculté

Article 13 :

Le Doyen est le représentant de la Faculté.

Il assure la surveillance immédiate de l'enseignement, de la recherche et de l'administration.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Faculté. Il préside ceux-ci dans les conditions éventuellement précisées au présent règlement et veille à l'exécution de leurs décisions.

Il exerce la gestion courante de la Faculté, en dirige l'administration, et prend toutes décisions requises par l'urgence, le cas échéant à la place du Bureau lorsqu'il n'est pas possible de réunir celui-ci vu l'urgence, sous réserve de la ratification de ces décisions par l'organe facultaire compétent à sa plus proche séance.

Il assure la discipline conformément aux règlements arrêtés en la matière.

Article 14 :

En cas d'empêchement du Doyen, ses fonctions sont exercées par le Vice-Doyen, ou, si celui-ci est empêché, par un ancien Doyen, en commençant normalement par le dernier sorti de charge ou, à défaut, par le membre du corps académique que le Conseil facultaire désigne.

Du Secrétaire académique et du Secrétaire académique adjoint de la Faculté

Article 15 :

Le Secrétaire académique dresse les procès-verbaux des réunions du Conseil facultaire, de la Commission spéciale et du Jury facultaire.

A lire en parallèle avec l'article 18, alinéa 5, des Statuts de l'Université.

Article 16 :

Le Secrétaire académique adjoint assiste le Doyen, notamment dans la préparation et l'exécution des décisions du Bureau sur des demandes individuelles d'étudiants.

Il est désigné pour une année académique, par le Conseil facultaire, parmi les membres du corps enseignant ou du corps scientifique.

Des nominations, renouvellements et promotions dans le corps scientifique et dans le corps enseignant - des avis pédagogiques

Article 17 :

La décision de nomination, de renouvellement ou de promotion d'un membre du corps scientifique ou académique est prise sur la base d'un rapport scientifique et de l'avis d'une commission pédagogique. Le rapport scientifique évalue les mérites scientifiques du candidat. Il peut tenir compte d'éléments de politique facultaire.

Il n'y a toutefois pas lieu d'établir un rapport scientifique pour la nomination ou le renouvellement d'un assistant chargé d'exercices, ni de constituer une commission pédagogique lorsqu'il s'agit d'une nomination et que le candidat n'appartient encore ni au corps scientifique, ni au corps enseignant de l'Université.

Article 18 :

Pour chaque année d'études, ainsi que pour l'École des Sciences criminologiques, le Conseil facultaire constitue chaque année, en temps utile pour l'examen des candidatures, une commission pédagogique pour le corps scientifique et une commission pédagogique pour le corps enseignant. Les commissions pédagogiques constituées pour la deuxième année de master en droit sont compétentes également pour les membres du corps scientifique et pour les enseignants des masters complémentaires de la Faculté.

Les commissions pédagogiques pour les membres du corps scientifique comprennent un représentant du corps enseignant, un représentant du corps scientifique et deux représentants des étudiants. Les commissions pédagogiques pour les membres du corps enseignant comprennent deux représentants de ce corps et deux représentants des étudiants.

Le représentant, ou l'un des deux représentants du corps enseignant au sein de la commission est le président du jury de l'année d'études. Il préside la commission.

Les commissions pédagogiques se prononcent après avoir pris connaissance des avis recueillis auprès des étudiants qui ont suivi l'enseignement en cause au cours de l'année précédente et qui en ont réussi les épreuves. La forme de ces avis ainsi que les modalités de leur récolte et de leur traitement font l'objet d'un règlement particulier arrêté par le conseil facultaire sur la proposition de la commission pédagogique centrale.

Les projets d'avis établis par les commissions pédagogiques sont soumis à l'approbation de la Commission pédagogique centrale avant d'être joints au dossier.

Article 19 :

Le rapport scientifique est établi par une commission composée de trois membres du corps académique, désignés par le Conseil facultaire lorsqu'il s'agit d'un membre du corps scientifique et par la Commission spéciale lorsqu'il s'agit d'un membre du corps académique ou d'une nomination dans ce corps. Il est toutefois présenté par le seul chef de service lorsqu'il s'agit du renouvellement d'un membre du corps scientifique.

Seuls les membres du corps académique peuvent faire partie d'une commission scientifique chargée d'examiner une demande de nomination, de renouvellement ou de promotion dans le corps académique. Pour les demandes de promotion, ils doivent autant que possible posséder un titre ou grade au moins égal à celui de la promotion sollicitée.

La commission scientifique chargée d'examiner une demande de nomination dans le corps académique comprend un membre extérieur à la Faculté.

Les demandes de promotion dans le corps académique sont classées par une commission de classement composée du Doyen et des Doyens sortis de charge et en activité. La commission spéciale adjoint à la commission de classement un membre du corps académique extérieur à la Faculté.

Les demandes de promotion au grade de premier assistant ainsi qu'à l'obtention d'une bourse de post-doctorat sont évaluées et classées par une commission de classement. Celle-ci se compose du Doyen, du dernier Doyen sorti de charge et en activité ainsi que de membres du corps académique désignés par la Commission spéciale, parmi lesquels un membre extérieur à la Faculté. Ni les membres des Centres de recherche auxquels appartiennent un ou plusieurs candidats, ni leur(s) directeur(s) de thèse ne peuvent être membres de la Commission.

A lire en parallèle avec l'article 53.1 du texte coordonné des dispositions relatives à la carrière du corps scientifique et du corps académique.

Article 20 :

Le vote sur la nomination, le renouvellement ou la promotion d'un membre du corps scientifique ou du corps académique a lieu à bulletins secrets.

La décision au sujet de la demande de renouvellement d'un membre du corps scientifique ou du corps académique est toutefois réputée acquise, à l'unanimité, lorsque l'avis de la commission pédagogique et, s'il y a lieu, le rapport scientifique sont tous deux favorables et que nul ne demande le vote.

A lire en parallèle avec l'article 53.5 du texte coordonné des dispositions relatives à la carrière du corps scientifique et du corps académique.

Des commissions du Conseil facultaire*Article 21 :*

Le Conseil facultaire peut constituer toutes commissions, permanentes ou temporaires, en vue de lui faire rapport sur les objets qu'il détermine.

Il constitue au moins les commissions permanentes ci-après:

- la commission des finances;
- la commission administrative;
- la commission de l'enseignement;
- la commission de la recherche;
- la commission pédagogique centrale;
- la commission des travaux de fin d'études, ci-après commission des TFE
- la commission des publications;

- la commission des relations internationales;
- la commission de liaison entre la Faculté et l'enseignement secondaire et supérieur.

Article 22 :

Le Conseil facultaire détermine la composition de chaque commission qu'il constitue, en veillant à une représentation adéquate, compte tenu de l'objet de la commission, des différents corps de la Faculté.

Les membres des commissions sont, sauf exception, choisis par le Conseil en son sein.

Le Doyen et le Vice-Doyen sont d'office membres des commissions permanentes.

Chaque commission peut, à propos de dossiers spécifiques, associer d'autres personnes à ses travaux.

Article 23 :

Les commissions permanentes sont présidées d'office par le Doyen ou par le membre appartenant au corps académique que le Conseil désigne sur la proposition du Doyen.

Les autres commissions sont présidées par le membre appartenant au corps académique que le Conseil désigne.

Le Conseil désigne par ailleurs pour chaque commission, en principe parmi les membres appartenant au corps enseignant, un vice-président en vue de remplacer le Doyen dans les cas et les limites que celui-ci détermine.

Article 24 :

Chaque commission permanente désigne en son sein un secrétaire qui dresse le procès-verbal des délibérations.

Chacune d'elles peut aussi, avec l'approbation du Conseil facultaire, constituer en son sein un organe exécutif, avec les missions qu'elle précise, ou confier à certains de ses membres des missions particulières.

Article 25 :

Les commissions sont réunies aussi souvent que leur objet l'appelle.

Article 26 :

Les commissions présentent au Conseil facultaire leur rapport.

Les commissions permanentes présentent au Conseil un rapport de leurs travaux au moins une fois dans le cours de chaque année académique.

Article 27 :

Dans les limites précisées par le Conseil facultaire, les commissions permanentes et les personnes auxquelles celles-ci ont confié des missions particulières, sont habilitées à prendre des décisions d'administration courante.

Attributions et composition des commissions permanentes visées à l'article 21 et dispositions particulières relatives à certaines d'entre elles

Article 28 :

La commission des finances connaît des comptes et du budget de la Faculté dans les conditions précisées aux articles 41 à 46.

En sont membres le dernier Doyen sorti de charge et en activité, le responsable de l'administration facultaire, quatre membres du corps académique dont un

représentant de la commission de la recherche, deux membres du corps scientifique et deux membres du corps étudiant.

Article 29 :

La commission administrative connaît de l'organisation et du fonctionnement administratifs de la Faculté.

Elle comprend parmi ses membres le responsable de l'administration facultaire ainsi qu'un ou plusieurs agents administratifs de la Faculté.

Article 30 :

La commission de l'enseignement connaît du programme des cours et des exercices pratiques, ainsi que des méthodes d'enseignement.

En sont membres les présidents et secrétaires des jurys d'année de Bruxelles et Mons, les directeurs et directeurs adjoints des masters complémentaires, les présidents des coordinations pédagogiques, un membre du collège du doctorat, le responsable de l'administration facultaire, cinq membres du corps scientifique et cinq membres du corps étudiant.

Lorsqu'un point est mis aux voix et que le nombre de membres à voix délibérative qui ne siègent pas en qualité de délégué étudiant excède trois quarts des membres à voix délibérative présents, les voix des premiers sont réduites à cette fraction.

Article 31 :

La commission de la recherche suit et évalue l'état de la recherche au sein de la Faculté.

Elle propose au Conseil facultaire la reconnaissance des centres et groupes de recherches.

Elle propose au Conseil, lorsqu'il approuve le budget de la Faculté, la répartition entre les centres de recherches de la part des ressources facultaires réservée à la recherche.

Elle rend un avis au Conseil sur tout autre projet de recherche comportant un financement par l'Université.

En sont membres les directeurs des centres de recherches de la Faculté, un membre du corps académique attaché à un centre de recherches autre que le président ou directeur, un membre du collège du doctorat et le responsable de l'administration facultaire, ainsi que des représentants du corps scientifique et du corps étudiant.

Article 32 :

La commission pédagogique centrale statue sur les aptitudes pédagogiques des membres du corps académique et du corps scientifique n'appartenant pas au corps académique lors d'une demande de renouvellement de mandat ou de promotion ainsi que lors de la nomination d'un membre appartenant déjà à l'Université. En outre, elle veille, par ses propositions et par une action permanente de contrôle, au bon fonctionnement du système de récolte et de traitement des avis émis par les étudiants au sujet des qualités pédagogiques des membres du corps enseignant et du corps scientifique.

Elle comprend quatre membres du corps académique, quatre membres du corps scientifique n'appartenant pas au corps académique et huit membres étudiants. Chaque corps compte au moins un membre représentant l'École des Sciences criminologiques.

Article 33 :

La composition et les compétences de la commission des TFE sont définies par le règlement général des études de la Faculté de Droit et de Criminologie.

Article 34 :

La commission des publications a pour mission, dans le respect de la liberté des auteurs, de faciliter la publication des thèses de doctorat et de tous autres travaux scientifiques des membres de la Faculté, ainsi que de promouvoir le développement des collections publiées sous l'égide de celle-ci.

Elle comprend parmi ses membres le directeur de rédaction de la Revue de la Faculté.

Article 35 :

La commission des relations internationales est informée de tous projets et accords de collaboration ou de coopération de la Faculté avec des institutions d'enseignement ou de recherches étrangères.

Elle coordonne en particulier les missions d'enseignement à l'étranger de membres de la Faculté, dans le cadre de ces accords.

Elle constitue en son sein un organe exécutif en vue de l'administration courante de ces objets.

Article 36 :

La commission de liaison entre la Faculté et l'enseignement secondaire et supérieur s'occupe des relations que la Faculté entretient avec les établissements d'enseignement secondaire et supérieur. Elle veille notamment à la représentation de la Faculté lors des manifestations visant à fournir aux étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur des informations relatives à l'offre d'enseignement de la Faculté.

Des centres et groupes de recherches*Article 37 :*

Les centres et groupes de recherches ont pour objet de promouvoir des travaux collectifs ou individuels, notamment en vue de la présentation de thèses de doctorat, dans un ou plusieurs domaines de la science juridique ou de la criminologie.

La reconnaissance d'un centre ou d'un groupe de recherches est décidée par le Conseil facultaire sur l'avis de la commission de la recherche.

Le Conseil facultaire statue sur la reconnaissance d'un centre ou d'un groupe en tenant compte notamment de la dimension du projet, de son originalité, des moyens réunis pour sa mise en œuvre et des perspectives d'avenir qu'il présente.

Article 38 :

Chaque centre de recherches adopte et soumet à l'approbation du Conseil facultaire ses statuts, précisant notamment quels sont les organes du centre, leurs attributions, leur composition et la durée du mandat de leurs membres. La désignation du président ou directeur de chaque centre est soumise à l'approbation du Conseil facultaire.

Chaque année, à la demande du Doyen, le centre communique à celui-ci, à l'intention du Conseil facultaire et de la commission de la recherche, un rapport sur les activités de l'année écoulée, ses comptes pour la même année, un budget pour l'année en cours, ainsi que les demandes de crédit sollicitées de la Faculté. Cette communication a lieu en temps utile pour permettre à la commission de la recherche de préparer ses propositions de répartition des ressources destinées à l'ensemble des centres de recherches.

Des masters complémentaires

Article 39 :

Chaque master complémentaire institué au sein de la Faculté comporte un collège composé de titulaires des enseignements qui figurent à son programme ainsi qu'un directeur, un directeur adjoint et un secrétaire désignés par le Conseil facultaire sur proposition de ce collège.

Le règlement du master complémentaire, de même que toute modification au programme des enseignements sont adoptés par le Conseil facultaire sur l'avis du collège.

Le directeur ou, en cas d'empêchement de celui-ci le directeur adjoint, préside le collège ainsi que le jury d'examens du master complémentaire.

Des finances

Article 40 :

Pour l'application des dispositions qui suivent, les recettes et les dépenses de la Faculté comprennent toutes celles afférentes, d'une part à l'administration centrale de la Faculté et d'autre part aux missions d'enseignement de l'École des sciences criminologiques.

Les comptes annuels enregistrant ces recettes et dépenses ainsi que l'état du patrimoine de la Faculté sont dénommés ci-après "comptes facultaires".

Article 41 :

Une fois l'an, la commission des finances de la Faculté soumet à l'approbation du Conseil facultaire le projet de comptes facultaires relatifs à l'exercice comptable précédent.

Le Conseil facultaire arrête la forme et le plan suivant lesquels lui sont présentés ces comptes.

Article 42 :

Les centres de recherche et autres entités rattachées à la Faculté établissent chaque année des comptes annuels comportant trois volets :

- les recettes et dépenses afférentes à l'utilisation des crédits de recherche qui leur sont alloués par le Conseil facultaire sur proposition de la commission de la recherche;
- un état globalisant lesdites recettes et dépenses, et celles générées par tous contrats de recherche, colloques et manifestations semblables;
- un état de leur patrimoine.

Une fois l'an, à la demande du Doyen, ces comptes sont transmis, pour information, à la commission des finances ainsi qu'à la commission de la recherche.

Ils sont joints au dossier à remettre à la Faculté en vue de solliciter des crédits de recherche pour l'exercice suivant.

Le Conseil facultaire arrête, sur proposition de la commission de la recherche et de la commission des finances, la forme et le plan suivant lesquels sont présentés les comptes visés au présent article.

Article 43 :

Le Conseil facultaire arrête, sur proposition de la commission de la recherche, le plan de répartition de l'allocation de fonctionnement allouée, pour l'exercice suivant, par l'Université à la Faculté, entre :

- les frais relatifs à l'administration centrale de la Faculté, y compris ceux afférents à l'exercice des missions d'enseignement de l'École des sciences criminologiques;

- les crédits de recherche et les crédits didactiques, alloués aux centres et autres entités rattachées à la Faculté ou afférents à des projets individuels de membres de la Faculté.

Article 44 :

La commission des finances exerce un contrôle permanent sur les comptes afférents à l'administration centrale de la Faculté et à l'exercice des missions d'enseignement de l'École des sciences criminologiques. Elle peut à tout moment demander des informations sur la situation de ces comptes.

Article 45 :

L'ouverture et la clôture de tous comptes visés aux articles précédents font l'objet d'une information au Doyen, à l'intention de la commission des finances. Il en est de même de tous comptes relatifs à des colloques ou autres manifestations organisés sous l'égide de la Faculté, et plus généralement de tous comptes susceptibles d'être pris en considération pour l'allocation de crédits à charge de la Faculté, de l'Université ou de toute entité dépendant de celle-ci.

Article 46 :

Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux fonds provenant de libéralités consenties à l'Université, lesquels fonds sont gérés par un conseil d'administration composé suivant la nature de leur affectation.